Séance du : 21 mai 2024

Nombre de membres en exercice : 14
Nombre de membres présents : 12
Nombre de suffrages exprimés : 12
Pour : 12 Contre : Abstention :
Date de convocation : 14/05/2024
L'an deux mil vingt-quatre et le vingt et un mai à dix-neuf heures.

Le conseil municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Yannick ROLLAND, maire.
Présents : Mmes, Mrs : ROLLAND Yannick, CHASTANET Gisèle, BONNET Christian, TARDIVAUD Laurent, FRUTIER Gérard, MALAVERGNE Nadine, LIMOGES Jérôme, DIGNAC Bruno, MOULINIER Arnaud, MARTINEZ Nadja, SUDRIE Sylviane.
Pouvoirs : Claire VERTONGEN à Laurent TARDIVAUD.
Absents : Philippe DEJEAN, Nicole TOUS.
Secrétaire de séance : Gisèle CHASTANET.

Objet : Répartition des frais d'enquête publique et des frais de parutions

N° 2024_05_d01

Monsieur le maire présente au conseil municipal les factures des parutions pour l'enquête publique, soit 1500.45 €, ainsi que les frais d'enquête publique qui s'élèvent à : 1795.24 €.
Il propose de partager les frais de parution en deux, soit : $1500 \text{ €} : 2 = 750 \text{ €}$.
Il propose de partager les frais du commissaire enquêteur en $2/3 - 1/3$, soit : $1795.24 : 3 = 598.41 \text{ €}$ et $598.41 \text{ €} \times 2 = 1196.82 \text{ €}$.
Les frais seraient répartis comme suit :
Mr Mme CALMELS = $750 \text{ €} + 598.41 \text{ €} = 1348.41 \text{ €}$.
Mr BOULAIS = $750 \text{ €} + 1196.82 \text{ €} = 1946.82 \text{ €}$

Le conseil municipal, après avoir entendu la proposition du maire, à l'unanimité des présents :

ACCEPTE la répartition des frais de parution et d'enquête publique, comme énoncé ci-dessus.

DIT que les versements seront imputés sur le compte 75888.

Objet : Détermination du prix de vente au m² des chemins

N° 2024_05_d02

Monsieur le maire propose au conseil municipal de calculer le prix de vente au m² des chemins par rapport au prix de vente moyen de l'hectare de terre agricole, sur le département de la Dordogne, pour aboutir au final à un prix de 0.50 € m².

Le conseil municipal, après avoir entendu la proposition du maire, à l'unanimité des présents :

ACCEPTE le prix de vente à 0.50 € le m² pour la vente des chemins.

Objet : Mise en demeure pour l'achat du chemin de Langin

N° 2024_05_d03

Le conseil municipal a décidé la vente du chemin rural « Langin » au prix de 0.50 € le m².

Or l'article L161-10 du code rural et de la pêche maritime qui concerne les chemins ruraux indique :
« Lorsque l'aliénation est ordonnée, les propriétaires riverains sont mis en demeure d'acquérir les terrains attenants à leurs propriétés. Si, dans un délai d'un mois à dater de l'avertissement, les propriétaires riverains n'ont pas déposé leur soumission ou si leurs offres sont insuffisantes, il est procédé à l'aliénation des terrains selon les règles suivies pour la vente des propriétés communales. »

Monsieur le maire demande au conseil municipal de mettre en demeure Mr et Mme CALMELS d'acheter le chemin de Langin ayant une emprise au sol de 225 m² à 0.50 € le m², pour un montant de 112.50 €.

Le conseil municipal, après avoir entendu la proposition du maire, à l'unanimité des présents :

DECIDE La vente du chemin rural de « Langin » ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents afférents au présent projet ;

DIT que les frais, droits et honoraires occasionnés par cette opération seront à la charge de l'acheteur.

Objet : Mise en demeure pour l'achat d'un tronçon de chemin rural D.E. « La Faye »

N° 2024_05_d04

Le conseil municipal a décidé la vente d'un tronçon chemin rural D.E. « La Faye » au prix de 0.50 € le m².

Or l'article L161-10 du code rural et de la pêche maritime qui concerne les chemins ruraux indique :
« Lorsque l'aliénation est ordonnée, les propriétaires riverains sont mis en demeure d'acquérir les terrains attenants à leurs propriétés. Si, dans un délai d'un mois à dater de l'avertissement, les propriétaires riverains n'ont pas déposé leur soumission ou si leurs offres sont insuffisantes, il est procédé à l'aliénation des terrains selon les règles suivies pour la vente des propriétés communales. »

Monsieur le maire demande au conseil municipal de mettre en demeure La SCI Bon Voisinage d'acheter le tronçon de chemin rural D.E. de La Faye ayant une emprise au sol de 2233 m² à 0.50 € le m², pour un montant de 1 116.50 €.

Le conseil municipal, après avoir entendu la proposition du maire, à l'unanimité des présents :

DECIDE La vente du tronçon de chemin rural de «La Faye» ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents afférents au présent projet ;

DIT que les frais, droits et honoraires occasionnés par cette opération seront à la charge de l'acheteur.

Objet : Voirie 2024 : choix du prestataire

N° 2024_05_d05

Monsieur le maire présente au conseil municipal, les devis de réfection et d'entretien de la voirie pour l'année 2024.

L'entreprise COLAS présente un devis de réfection et d'entretien de la voirie d'un montant de 92 431.70 € H.T.

Le conseil municipal, après avoir pris connaissance du devis et à l'unanimité des présents :

ACCEPTE Le devis de l'entreprise COLAS pour un montant de 92 431.70 € H.T. ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents afférents à ce dossier ;

DIT que les comptes seront approvisionnés sur le BP 2024.

Objet : Voirie 2024 : Demande Fonds de Mandat 2020-2026 Gd Périgueux

N° 2024_05_d06

Monsieur le maire propose au conseil municipal, de solliciter l'aide du Grand Périgueux au titre du Fonds de mandat 2020-2026 pour l'opération de voirie 2024, à savoir : 30 917.80 € (33.45 %).

Plan de financement :

	Montant	%
Fonds de mandat du Gd Périgueux	30 917.80 €	33.45%
Autofinancement	61 513.90 €	66.55%
Total	92 431.70 €	100 %

Le conseil municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité des présents :

SOLLICITE L'aide du Grand Périgueux au titre du Fonds de mandat 2020-2026 pour le programme de réfection de la voirie 2024 d'un montant de 30 917.80 €.

AUTORISE Monsieur le maire à engager toutes les démarches administratives nécessaires à cette demande

Objet : Volets mairie : choix du prestataire

N° 2024_05_d07

Monsieur le maire présente au conseil municipal, les devis de remplacement des volets en bois du rez de chaussée pour la mairie.

L'entreprise SDI 24 Pascal REYNIER propose le remplacement des volets en bois par des volets roulants en aluminium double parois à manœuvre électrique solaire couleur 8019 pour un montant H.T. de 3 172.00 €.

Le conseil municipal, après avoir pris connaissance du devis et à l'unanimité des présents :

ACCEPTE Le devis de l'entreprise SDI 24 Pascal REYNIER pour un montant de 3 172.00 € H.T. ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents afférents à ce dossier ;

DIT que les comptes seront approvisionnés sur le BP 2024.

Objet : Sollicitation Fonds de solidarité-bonus écologique du Gd Périgueux

N° 2024_05_d08

Monsieur le maire propose au conseil municipal, de solliciter l'aide du Grand Périgueux au titre du Fonds de solidarité – bonus écologique pour l'opération changement de la porte d'entrée à l'école (4 556 € H.T.) et changement des volets de la mairie (3 172 € H.T.), pour un total H.T. de : 7 728 €.

Plan de financement :

	Montant	%
Grand Périgueux - bonus écologique	3 786.72 €	49 %
Autofinancement	3 941.28 €	51 %
Total	7 728.00 €	100 %

Le conseil municipal, après avoir délibéré et à l'unanimité des présents :

SOLLICITE L'aide du Grand Périgueux au titre du Fonds de solidarité – bonus écologique pour l'opération citée ci-dessus d'un montant H.T. de 3 786.72 €.

AUTORISE Monsieur le maire à engager toutes les démarches administratives nécessaires à cette demande

Objet : Téléphonie : choix du prestataire

N° 2024_05_d09

Monsieur le maire présente au conseil municipal, les devis pour l'installation de la fibre et le remplacement de la téléphonie sur les bâtiments communaux.

Monsieur le maire propose le devis de l'Entreprise ADISTA qui s'inscrit dans le marché de la téléphonie du Département (délibération n°2020_10_d04).

Soit :

Frais de mise en service : 679.20 € TTC

Abonnement mensuel : 290.23 € TTC.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et à l'unanimité des présents :

ACCEPTE La proposition comme présentée ci-dessus ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents afférents à ce dossier ;

DIT que les comptes seront approvisionnés sur le BP 2024.

Objet : ECOLE : demande de subvention pour le voyage scolaire

N° 2024_05_d010

Monsieur le maire présente au conseil municipal, la demande de subvention faite par l'école de Manzac pour le voyage scolaire.

Il propose d'allouer la somme de 600 €.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et à l'unanimité des présents :

ACCEPTE Le versement d'une subvention à l'école d'un montant de 600 €.

DIT que la somme sera prise sur le compte 6574.

Objet : Amicale Laïque : demande de subvention

N° 2024_05_d011

Monsieur le maire présente au conseil municipal, la demande de subvention faite par l'Association AMICALE LAÏQUE, d'un montant de 100 €

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et à 11 voix pour, Monsieur FRUTIER Gérard ne prenant pas part au vote. ;

ACCEPTE Le versement d'une subvention à l'association Amicale Laïque de 100 €.

DIT que la somme sera imputée sur le compte 6574.

Objet : Vente du compacteur

N° 2024_05_d012

Monsieur le maire demande au conseil municipal de se prononcer sur le devenir du compacteur. En effet nous avons des frais considérables sur cet engin, il devient difficile de trouver des pièces de rechange pour l'entretien et il est assuré.

Il ne doit plus très bien compresser et lors de la dernière utilisation nous avons dû en louer un pour finir notre travail.

La question se pose de savoir s'il ne serait pas plus avantageux de le vendre pour finir par louer au cas par cas.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et à l'unanimité des présents :

DECIDE de vendre le compacteur ;

DEMANDE au maire de faire l'annonce au prix de 6 500 €

AUTORISE le maire à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

Objet : Chèque « Groupe Mémoire »

N° 2024_05_d013

Monsieur le maire présente au conseil municipal un chèque d'un montant de 270 € provenant de l'association « Groupe Mémoire ».

Il demande au conseil municipal de bien vouloir l'autoriser à encaisser ce chèque.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé et à l'unanimité des présents :

ACCEPTE l'encaissement du chèque de l'association « GROUPE MEMOIRE» d'un montant de 270 € ;

DIT qu'il sera versé sur le compte 75888.

Objet : Tarifs pour photocopies administratives

N° 2024_05_d014

Le code des relations entre le public et l'administration érige en principe général le libre accès aux documents administratifs émanant des administrations.

L'article L 311-9 du code des relations entre le public et l'administration précise que la communication des documents s'exerce aux choix du demandeur et dans les limites des possibilités techniques de l'administration :

- par consultation gratuite sur place, sauf si la préservation du document ne le permet pas ;
- sous réserve que la reproduction ne nuise pas à la conservation du document, par la délivrance d'une copie sur un support identique à celui utilisé par l'administration, compatible avec celui-ci et aux frais du demandeur, sans que ces frais puissent excéder les coûts de cette reproduction, dans des conditions prévues par décret ;
- par courrier électronique et sans frais lorsque le document est disponible sous ce format.

Le code des relations entre le public et l'administration précise en son article R 311-11 que les frais de reproduction et d'envoi des documents peuvent être mis à la charge du demandeur et que leur paiement préalable peut également être exigé.

Le montant des frais pouvant être ainsi demandé est encadré par le code des relations entre le public et l'administration et par arrêté interministériel du 1er octobre 2001 qui fixent un coût maximum hors frais d'envoi pour certains supports.

L'arrêté du 1er octobre 2001 relatif aux conditions de fixation et de détermination du montant des frais de copie d'un document administratif précise que les frais de production ne peuvent excéder les montants suivants :

- 0,18 euro par page de format A4 en impression noir et blanc,
- 1,83 euro pour une disquette,
- 2,75 euros pour un cédérom.

Les copies de documents délivrés sur des supports autres que ceux cités ci-dessus font l'objet d'une tarification déterminée par l'autorité administrative qui délivre ces copies.

Il est proposé de fixer ces tarifs de reprographie des documents délivrés par la commune de ... comme suit (*les montants sont indicatifs*) :

Photocopie couleur A4 0,25 €	Photocopie noir et blanc A4 0,20 €
Photocopie couleur A3 0,50 €	Photocopie noir et blanc A3 0,35 €

Un forfait minimum de 15 € est appliqué en plus des photocopies.

Le paiement de ces duplications s'effectue par une perception des droits par titre, en numéraire ou par chèque. Les tiers se présentent au Trésor public

Il est proposé :

- de facturer le coût d'envoi des documents administratifs par référence aux tarifs pratiqués pour l'affranchissement postal (art. R 311-1 du code des relations entre le public et l'administration).

Ainsi, lors de chaque transmission, le tarif appliqué sera celui en vigueur au moment du postage des documents demandés, étant précisé que les envois peuvent être faits gratuitement par email lorsque le document est disponible sous forme informatique.

- de ne pas mettre en recouvrement les frais liés à l'affranchissement et à la copie, dès lors que leur montant total (affranchissement et copie, ou copie seule si elle est effectuée sans envoi) est inférieur à 5 euros.

Objet : Porte école

N° 2024_05_d015

Monsieur le maire présente au conseil municipal, les devis de remplacement d'une porte d'entrée à l'école maternelle.

L'entreprise SDI 24 Pascal REYNIER propose le remplacement d'une porte d'entrée côté cour de l'école, en aluminium laqué 1 vantail, pour un montant total H.T. 4 556.00 €

Le conseil municipal, après avoir pris connaissance du devis et à l'unanimité des présents :

ACCEPTE Le devis de l'entreprise SDI 24 Pascal REYNIER pour un montant de 4 556.00 € H.T. ;

AUTORISE Monsieur le maire à signer tous documents afférents à ce dossier ;

DIT que les comptes seront approvisionnés sur le BP 2024.